

Les patrons voudraient nous enterrer, montrons-leur que nous sommes des graines

Les rassemblements et manifestations de samedi contre le racisme et l'extrême droite ont été un succès avec beaucoup de jeunes un peu partout en France. C'est une réponse combative et populaire au gouvernement qui a expulsé à coups de matraques et de gaz lacrymogène des 450 mineurs étrangers non accompagnés laissés à la rue par l'État et qui avaient trouvé refuge dans le théâtre de la Gaîté-Lyrique à Paris.

Oui, nous sommes tous des enfants d'immigrés

Retailleau et Darmanin, avec la bénédiction de Macron et de Bayrou, font le boulot de l'extrême droite à coups de propos et de « circulaires » toujours plus discriminatoires à l'encontre des sans-papiers, des Algériens et de tous les étrangers. Le racisme d'État est le principal canal de montée des eaux boueuses sur lesquelles surfent les Le Pen, Bardella et Zemmour.

Les mêmes artisans de ce climat de haine accusent d'antisémitisme la gauche antiraciste et les soutiens des Palestiniens. C'est une calomnie destinée à réhabiliter une extrême droite héritière de Pétain et à soutenir le gouvernement du génocidaire Netanyahu. Ces mensonges entravent toute lutte sérieuse contre l'antisémitisme qui, comme tous les racismes, est un poison violent – en témoigne l'agression d'un rabbin et de son fils à Orléans. Ce climat vise à créer ou approfondir des divisions qui ne servent que la politique des grands patrons du CAC 40.

Le chômage, l'austérité, les bas salaires, le mal-logement, les coupes dans les services publics au profit de l'augmentation des budgets militaires, voilà les vraies causes de nos galères quotidiennes, de nos fins de mois difficiles. Ce sont les politiques menées par les différents gouvernements depuis quarante ans qui en sont responsables et rien d'autre. Que nous soyons nombreuses et nombreux à l'exprimer dans la rue, tant mieux.

Notre force, c'est notre nombre

Il y avait beaucoup de monde aussi dans les rues le 8 mars dernier dans les manifestations féministes. Face l'offensive sexiste, militariste et raciste dont les Trump, Poutine, Netanyahu et tous les puissants de

ce monde se font les porte-drapeaux, il y a du répondant. Les collectifs de mineurs isolés ne lâchent pas la lutte pour arracher le droit d'être scolarisés et hébergés. Les étudiants en bagarre contre les budgets d'austérité dans les facs ne renoncent pas à s'organiser malgré la répression policière dont ils sont souvent victimes et seront de nouveau mobilisés jeudi 27 mars. Cette détermination qu'on voit apparaître dans la jeunesse, il faut qu'elle nous gagne tous et toutes pour en finir avec les politiques qui nous mènent à la misère sous couvert « d'union nationale ».

C'est quoi le plan ?

Tout le monde voit bien que ce n'est pas un « conclave » qui va nous permettre de revenir à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation. Il y a des directions syndicales qui ont la compréhension un peu lente... puisque celle de la CGT a décidé seulement la semaine dernière de quitter cette mascarade. Quand le Medef annonce qu'il faudra bosser jusqu'à 70 ans pour permettre aux marchands de canons d'assurer leurs bons de commande pour les prochaines années, cela n'appelle pas des discussions autour du tapis vert, mais des luttes ! Ce qui est évidemment très différent des joutes à l'Assemblée que le PS essaie de reconvoquer pour une énième « motion de censure » après avoir servi la soupe à Bayrou. Mais aussi des perspectives électorales que l'ensemble de la gauche parlementaire essaie de vanter dès qu'il y a du monde dans la rue.

Ayons confiance dans nos propres forces, celles d'une classe ouvrière unie, sans barrières de couleur de peau ni frontières, qui est la seule à même, par ses luttes, en s'organisant à la base, d'arracher des moyens d'existence dignes pour tous et toutes.

Maltraitance au service C

Par manque de médecin, la direction du service C a décidé de fermer l'Étape d'ici le mois de juin. Les patients, considérés comme de vulgaires pions, seront dispatchés sur les autres services. Quant aux collègues, pas mieux considérés, ils ont deux jours pour choisir une nouvelle affectation. Avec de telles méthodes, pas difficile de comprendre que le personnel fuit le service C.

Des restrictions budgétaires sur notre dos

Depuis le 1^{er} mars, les agents en maladie, en plus d'un jour de carence, ne seront plus payés qu'à 90 % de leur salaire. Une triple peine. Pour donner des milliards aux patrons de l'industrie de l'armement, le gouvernement organise les coupes franches dans les services publics. Seule notre colère peut inverser le processus.

Il faut des embauches

Nos collègues ASH ne sont que quatre à travailler en admissions. Des conditions difficiles alors qu'il y a entre 21 et 23 patients en permanence et que certains jours il faut désinfecter plusieurs chambres. Une personne de plus serait la bienvenue. Mais la direction se moque de nos conditions de travail.

Des décisions incompréhensibles

Au Colombier, nous allons, à partir du 1^{er} avril, devoir travailler jusqu'à 21 h 30. La raison invoquée est de pouvoir donner les traitements avant de partir. Sauf qu'il reste trois patients et qu'un seul a un traitement le soir, qu'il prend d'ailleurs à 22 h 30. On marche sur la tête.

Turquie : marée humaine contre Erdoğan

Depuis plusieurs jours, des manifestations de grande ampleur se déroulent dans le pays pour réclamer la libération d'Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul et principal opposant à Erdoğan. À Istanbul, malgré de nombreux blocages pour empêcher les gens de manifester, le rassemblement a regroupé 300 000 personnes. « *Ne te tais pas sinon ce sera bientôt ton tour !* », ont scandé les manifestants, brandissant des pancartes « *N'ayez pas peur, le peuple est là* ». La police a réprimé violemment les cortèges et des centaines d'arrestations ont été opérées. Dimanche, quinze millions d'électeurs ont participé à la primaire symbolique organisée pour permettre au maire d'Istanbul de se présenter à la prochaine élection présidentielle. Ce début de révolte, s'il dure et s'approfondit, pourrait bien sonner le glas

du régime d'Erdoğan, réactionnaire, corrompu et détesté par la population.

Israël met le Moyen-Orient à feu et à sang

Depuis plus d'une semaine, Israël a repris ses bombardements massifs sur la bande de Gaza, faisant déjà plus de 450 morts, bombardant le dernier hôpital encore en état de fonctionner. Au point que la guerre a soulevé des manifestations importantes en Israël contre Netanyahu, même si c'est surtout parce que la reprise des bombardements interrompt la libération des otages. C'est déjà une première prise de conscience en Israël même de la monstruosité de cette guerre.

Mais Netanyahu bénéficie toujours du soutien indéfectible des grandes puissances, États-Unis en tête, et aussi du gouvernement français. D'où l'importance de continuer à manifester notre protestation contre le massacre à Gaza et notre solidarité avec le peuple palestinien.

Les glaces continuent de fondre

À l'occasion de la « Journée mondiale des glaciers », l'ONU a dressé un bilan alarmant. Plus de 275 000 glaciers dans le monde couvrent environ 700 000 km², sans prendre en compte les calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, mais ces formations de glace reculent rapidement en raison du réchauffement climatique. Celeste Saulo, la secrétaire générale de l'Organisation météorologique mondiale, le rappelle : « *La préservation des glaciers est une question de survie.* » Car l'assèchement de ces « châteaux d'eau naturels » menace l'approvisionnement en eau de centaines de millions de personnes. Mais de cela le capitalisme s'en fout...

Assurance-chômage et RSA : de pire en pire

L'Unédic vient de publier un bilan de la réforme 2019. Le bilan est sans appel (et sans surprise) : 190 000 travailleurs exclus de l'assurance-chômage et une baisse de 16 % des allocations en moyenne.

Dans le même temps, le gouvernement prépare un décret pour enfoncer les allocataires du RSA qui ne respecteraient pas le « *contrat d'engagement* » : pour un premier « *manquement* », il est prévu une suspension de l'allocation allant de 30 % à 100 % pour un ou deux mois. En cas de « *manquement* » persistant, c'est une nouvelle suspension, et même la possibilité d'une suppression du versement de 30 % à 100 %, mais cette fois pouvant aller jusqu'à quatre mois.

La guerre aux chômeurs continue.

